



DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE DU 26 SEPTEMBRE 2019

Pour commencer, nous voudrions, une fois n'est pas coutume, féliciter notre Directeur Général pour l'apposition de sa signature sur la pétition demandant à l'Etat d'initier une stratégie de transition de l'enseignement supérieur positionnant le climat comme l'urgence première.

Aujourd'hui, les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre et 1% de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10% les plus pauvres. Aujourd'hui encore, 4 ans après les accords de Paris, 82% des entreprises du CAC 40 n'ont pas engagé la moindre stratégie de neutralité carbone. Notre école voit passer de futurs cadres et dirigeants de ces grandes entreprises et nous nous devons d'être exemplaires en terme de développement durable.

Une autre répartition des richesses, avec plus de justice sociale et fiscale est indispensable.

Or, la hausse de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population, la réforme des retraites, de l'assurance chômage, les politiques en direction de la jeunesse... visent encore à creuser les inégalités et elles accentuent la pauvreté. Pour répondre à l'urgence sociale et climatique, une autre politique est indispensable.

Cela passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement.

C'est dans ce contexte général que le syndicat CGT-ISAE profite de ce comité technique de rentrée pour faire un bilan des conséquences du dernier COP.

Afin de recevoir une dotation conséquente de notre tutelle, il a été décidé d'augmenter dans une forte proportion le nombre d'étudiants et de doctorants. Grâce à l'attractivité de l'ISAE-SUPAERO et à l'investissement du personnel, ces objectifs ont été atteints, mais à quel prix !

L'évolution de l'effectif des agents n'a pas suivi la même trajectoire, ce qui se traduit par une charge accrue de travail pour tous les employés de l'institut. Il est incontestable que la sous-estimation du plafond d'emploi, et la redirection des postes vers le « cœur du métier » lors du COP 2017/2021 a créé une baisse importante des effectifs dans tous les services de soutien et que celle-ci est accélérée par de nombreux départs en retraite.

La conséquence de cette déflation est un accroissement de la précarité au sein de notre établissement par l'augmentation et l'enchaînement de contrats occasionnels d'une part et, d'autre part, un manque de doublon sur beaucoup de postes. Ce manque de doublon provoque parfois des temps de travail supérieurs à 12h ! Il peut aussi entraîner un blocage des activités d'un ou plusieurs services lors de l'absence d'une seule personne, car afin de résoudre le problème, on déshabille Paul pour habiller Jacques.

Le « cœur de métier » est lui aussi touché. Le recrutement supplémentaire d'enseignants et la course vers le haut des classements internationaux ont entraîné un surcroît d'activité de recherche, ce qui entraîne une surcharge de travail pour les personnels techniques. Afin de pallier ce manque, la DRRP est contrainte d'employer de plus en plus de personnels en post-doc et donc de précariser aussi le secteur de la recherche.

Le recours aux externalisations et à la sous-traitance des activités de soutien en particulier, s'il satisfait aux objectifs gouvernementaux de suppression de postes de fonctionnaires, ne permet plus d'assurer une réactivité nécessaire et une réelle maîtrise de ces activités de soutien, administratif, technique et logistique.

L'année qui suit va être une année de négociation pour la direction avec notre ministère de tutelle. La CGT-ISAE vous demande donc d'obtenir auprès de notre tutelle :

- L'augmentation du plafond d'emploi et pas uniquement pour le « cœur de métier ».
- Le non passage aux RCE car, pour nous, ce nouveau statut va amener notre établissement vers la privatisation.
- L'arrêt des externalisations.
- L'arrêt du recrutement de personnel occasionnel au profit du recrutement de personnel permanent sous statut.
- L'accès à l'inspection du travail comme tout établissement digne de ce nom !

Les conditions d'emploi et de travail de l'ensemble du personnel l'ISAE-SUPAERO constituent un facteur fondamental du développement et de la réussite de notre institut.

Leurs améliorations en sont la garantie et c'est en ce sens que la CGT-ISAE est intervenue et continuera à intervenir dans le dialogue social.

L'excellence ambitionnée par notre école doit aussi, et impérativement, s'exercer aussi bien dans l'espace social qu'environnemental.

Mesdames, Messieurs, nous vous remercions de votre attention.

Les élu-e-s CGT du Comité Technique de l'ISAE.